

L'ajournement

exportateurs moins concurrentiels que ce ne serait le cas par ailleurs. La taxe cachée sur les exportations représente en moyenne près de 1 p. 100 des prix à l'exportation ou, autrement dit, plus de 10 p. 100 des marges bénéficiaires d'un bon nombre d'exportateurs.

En enlevant la taxe sur les intrants, la TPS élimine ce désavantage et réduit les coûts d'exploitation au Canada. Il en résultera directement une augmentation de quelque 9 milliards de dollars, soit 1,4 p. 100 de notre produit intérieur brut, c'est-à-dire le volume des produits et des services que notre économie produit en général. Une croissance accrue, monsieur le Président, signifie une augmentation des investissements et la création d'emplois pour les Canadiens.

[Traduction]

LE BUDGET

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Je viens exprimer ce soir à la Chambre ma colère contre le premier ministre et le ministre des Finances, et je laisse à mes collègues de même qu'aux Canadiens le soin de juger si cette colère est justifiée.

Il y a eu une semaine hier, j'ai posé une question assez simple à la Chambre des communes, et je vais la répéter pour être sûr de n'induire personne en erreur. Il y a un peu plus d'un an, le premier ministre a fait l'affirmation suivante: «Au cours de notre deuxième mandat, nous allons faire porter de plus en plus nos efforts sur les ressources, sur les éléments fondamentaux d'une société concurrentielle, sur l'investissement à long terme dans la population, notamment sur la formation professionnelle et l'éducation, ainsi que sur la recherche-développement.»

• (1820)

Ensuite, j'ai dit: «Le maintien du blocage hier, puisque c'était le lendemain du dépôt du budget, sur les paiements de transfert au chapitre de l'éducation, de même que la compression de 100 millions de dollars dans le domaine de la formation contredisent cette déclaration du premier ministre.»

Quelle réponse ai-je obtenue? Qu'est-ce qui ressort le plus clairement de la réponse qu'on m'a fournie? Les paiements ne sont pas bloqués. Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai dit qu'on maintenait le blocage. J'ai fait remarquer que, selon les documents budgétaires du ministre, on a réduit, ou appelez cela comme vous le voulez, les programmes de formation de 100 millions de dollars.

Après la déclaration qu'a faite le ministre des Finances et qui est reproduite dans le compte rendu, le premier

ministre a affirmé: «Ils ne sont pas bloqués.» Ils sont censés augmenter de 3,7 p. 100. Pourquoi le premier ministre ou le ministre des Finances n'expliquerait-il pas aux Canadiens ce que cette proportion de 3,7 p. 100 signifie? Elle correspond à un transfert de points d'impôt, ce qui n'est pas du tout la même chose que de l'argent comptant. L'argent se fait rare. Le premier ministre le sait. Le ministre des Finances aussi, et je suis très déçu.

Quand peut-on vraiment parler de compression? Dans le Budget des dépenses, on prévoit, au chapitre de l'enseignement postsecondaire, une réduction de 485,8 millions, presque 500 000 \$. Quel montant doit-on retrancher avant de pouvoir parler de compression? Pourquoi toutes ces déclarations trompeuses? Quand le ministre cessera-t-il de baragouiner? Le ministre ou son secrétaire parlementaire accepteront-ils d'intervenir à la Chambre aujourd'hui pour avouer aux Canadiens qu'ils ont réduit les programmes d'enseignement postsecondaire, mettant ainsi en péril la compétitivité de notre nation?

[Français]

L'an passé, l'Association des universités et collègues du Canada aussi bien que la Fédération canadienne des étudiants et des étudiantes avaient prédit, selon le Budget de l'an passé, que les paiements comptants s'arrêteraient dans certaines provinces—si ma mémoire m'est fidèle et je crois qu'elle l'est—en 1997 au Québec, en 1999 en Ontario et peu après dans les autres provinces. Cela c'est avant qu'on impose un autre gel. La situation empire. Pourquoi est-ce que le gouvernement fédéral se retire-t-il complètement des paiements comptants? Pourquoi est-ce que le ministre défavorise les régions les plus pauvres? Pourquoi est-ce que le gouvernement insiste à attaquer les programmes qui nous unissent comme pays?

[Traduction]

En outre, le 23 octobre 1990, j'ai posé au ministre une question au sujet des effets que la taxe sur les produits et services ne manquerait pas d'avoir sur les étudiants. J'ai soutenu que, sur la foi d'une étude, la TPS pourrait ajouter de 340 \$ à 750 \$ aux frais que les étudiants doivent payer chaque année.

Encore une fois, j'ai reçu une réponse incompréhensible échappant à toute logique. Ce gel continu devrait coûter aux étudiants 1 000 \$ de plus d'ici 1995. Nous savons que les frais de scolarité grimpent en flèche. J'ai signalé qu'ils avaient augmenté de plus de 300 p. 100 dans le cas d'un collègue de la Colombie-Britannique. Il y en a d'autres où ils ont été majorés de 200 p. 100, et d'autres encore de plus de 100 p. 100.